

LETTRE OUVERTE

Appel à une enquête scientifique internationale complète et sans restriction sur les origines de la COVID-19

Le 4 mars 2021

1. Introduction

Élucider les origines du coronavirus SARS-CoV-2 est crucial pour mieux faire face à l'épidémie actuelle et réduire les risques de futures pandémies. Malheureusement, plus d'un an après l'apparition des premiers cas, les origines de la pandémie sont toujours inconnues.

En tant que scientifiques, spécialistes des sciences sociales et journalistes scientifiques ayant étudié indépendamment et collectivement les origines de la COVID-19, nous pensons qu'il est essentiel que toutes les hypothèses sur les origines de la pandémie soient examinées de manière approfondie et que toutes les ressources nécessaires soient rendues accessibles, indépendamment des facteurs politiques ou autres.

Sur la base de notre analyse, et comme le confirme [l'enquête](#) réalisée par une équipe conjointe organisée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et les autorités chinoises, il n'existe pas encore de preuve démontrant une origine entièrement naturelle de ce virus. L'hypothèse de la zoonose, largement basée sur les événements de zoonose antérieurs, n'est qu'une des nombreuses origines possibles du SARS-CoV-2, tout comme l'hypothèse d'un accident lié à la recherche scientifique.

Bien que le processus "collaboratif" d'investigation organisé par la World Health Assembly en mai 2020 ait été mis en place de manière à permettre un examen complet des origines de la pandémie, nous pensons que les [limites structurelles](#) de cette démarche ne permettent pas à la mission convoquée par l'OMS d'atteindre ses objectifs.

Nous souhaitons attirer l'attention sur le fait que la moitié de l'équipe conjointe réunie dans le cadre de ce processus est composée de citoyens chinois dont l'indépendance scientifique pourrait être limitée, que les membres de la commission se sont basés sur les informations que les autorités chinoises ont choisi de leur communiquer et que tout rapport de l'équipe conjointe doit être approuvé par les membres chinois et internationaux.

Nous sommes donc parvenus à la conclusion que l'équipe conjointe n'avait pas le mandat, l'indépendance ou les accès nécessaires pour pouvoir mener une enquête complète et sans

restriction sur toutes les hypothèses concernant l'origine du SARS-CoV-2, qu'il s'agisse d'un événement zoonotique ou d'un accident lié à un laboratoire de recherche.

Nous sommes également préoccupés par le fait que le travail de l'équipe conjointe a été présenté de manière inexacte par les médias comme une enquête indépendante dont les conclusions reflètent celles de l'OMS. La [conférence de presse de Wuhan](#) donnée le 9 février 2021 est un bon exemple de ce malentendu. Bien que les conclusions aient été celles de l'équipe conjointe, elles ont été [largement rapportées comme représentant celles de l'OMS elle-même](#).

En tant que fervents partisans de l'OMS et de sa mission, nous pensons qu'il doit être clairement précisé que toute conclusion de l'équipe conjointe, bien que potentiellement utile, [ne représente ni la position officielle de l'OMS](#), ni le résultat d'une enquête indépendante et sans restriction.

C'est pourquoi nous pensons qu'il est essentiel de définir les contours d'une enquête qui serait complète et sans restriction, afin d'établir une norme par rapport à laquelle les efforts actuels et futurs pourront être évalués.

2. Limites de l'étude mondiale organisée par l'OMS

Les problèmes fondamentaux suivants affaiblissent l'étude conjointe actuelle de l'OMS :

- Les [termes de référence](#), qui régissent les objectifs exacts, les devoirs et les responsabilités de l'enquête conjointe, ont été négociés sans transparence suffisante (en juillet 2020), puis rendus publics après un délai considérable (en novembre 2020).
- Ces termes de référence sont limités, par exemple en stipulant que la plupart des travaux sur le terrain doivent être menés par la partie chinoise, les résultats étant simplement communiqués aux membres internationaux de l'équipe conjointe pour examen et discussion, dans [un format choisi par la partie chinoise](#).
- Les rapports intermédiaire et final de l'étude conjointe reposent sur un consensus entre les 17 membres chinois et les 17 membres internationaux de l'équipe conjointe. Il est donc probable que les rapports résultant de ce processus représenteront en fin de compte un [compromis](#), fondé en partie sur des limitations politiques et autres.
- Le processus de sélection des experts internationaux de l'équipe n'a pas permis de détecter correctement les conflits d'intérêts.
- Les compétences représentées au sein de l'équipe sont principalement axées sur la santé publique et les zoonoses, au détriment [des compétences adaptées à l'enquête sur un éventuel accident de laboratoire ou lié à la recherche](#).
- L'équipe n'avait ni le mandat, ni [l'accès aux dossiers, ni aux données détaillées de laboratoire et du personnel](#), de manière à pouvoir évaluer avec confiance les différentes hypothèses.
- L'équipe a opéré dans le cadre d'un [ordre de confidentialité de la part du Conseil d'État chinois](#) qui a empêché tout partage spontané d'informations sur la pandémie, et qui a coordonné la diffusion mesurée de ces informations avec le gouvernement chinois. Cet ordre de confidentialité a été mis en place une semaine après que la mission conjointe de l'OMS ait quitté la Chine en février 2020.

- Les membres internationaux de l'équipe conjointe, [de leur propre aveu](#), se sont souvent appuyés sur la parole de leurs homologues chinois plutôt que sur une enquête indépendante, notamment en ce qui concerne la possibilité d'un accident lié au laboratoire ou à la recherche.
- Au moins un membre de l'équipe internationale avait exprimé une [forte conviction](#) envers l'hypothèse d'une zoonose pure avant de se joindre à l'enquête - alors qu'il n'y avait pratiquement pas de données sur le virus SARS-CoV-2 - et il avait déjà [écarté l'hypothèse de l'accident de laboratoire](#). Ces déclarations publiques jettent de sérieux doutes quant à son objectivité scientifique.

3. À quoi devrait ressembler une enquête complète

L'enquête de l'équipe conjointe actuelle n'étant pas satisfaisante, nous pensons qu'il est essentiel que la communauté internationale indique comment une enquête complète et sans restriction pourrait être organisée. Une telle enquête devra :

- Être menée par une équipe véritablement indépendante, sans conflits d'intérêts non résolus et en l'absence d'un contrôle total ou partiel exercé par une institution ou un pays spécifique.
- Être multidisciplinaire et inclure des épidémiologistes, des virologistes, des experts de la faune et de la flore sauvages, des spécialistes de santé publique, des experts en biosécurité et en sûreté biologique, etc.
- Inclure plusieurs personnes ayant des compétences en langue chinoise et une compréhension de la culture chinoise, qui peuvent aider à interpréter les comportements lors du tout début de l'épidémie et également aider à décoder la dynamique pendant l'enquête elle-même.
- Considérer tous les scénarios possibles, y compris :
 - Un événement de zoonose pure avec/sans hôte animal intermédiaire ;
 - Infection sur un site de prélèvement d'un employé de laboratoire ou d'un membre du personnel accompagnant qui n'est pas du laboratoire ;
 - Infection pendant le transport d'animaux et/ou d'échantillons collectés ;
 - Infection Acquise en Laboratoire (IAL) dans la ville de Wuhan ;
 - Fuite de laboratoire sans infection acquise dans son enceinte, comme par exemple à la suite d'un déplacement de déchets ou via l'évasion d'animaux, ou encore qui auraient été éliminés de façon inappropriée.
- Suivre une approche d'enquête scientifique et systématique commune, basée sur :
 - Une enquête de terrain traditionnelle et rigoureuse ;
 - Un travail analytique de terrain pour donner un sens aux éléments recueillis ;
 - Des renseignements de source accessible pour faciliter la collecte d'informations supplémentaires ;
 - Un examen des zoonoses et des accidents de laboratoire antérieurs, afin d'en tirer des enseignements techniques et institutionnels.
- Avoir un accès complet ou significatif à tous les sites, dossiers, échantillons et personnels d'intérêt, y compris :
 - Les principaux marchés de Wuhan ;
 - Tous les laboratoires et institutions, chinois ou internationaux, connus pour avoir travaillé sur les coronavirus ou pour avoir partagé des installations ou des équipements avec des groupes qui travaillaient sur les coronavirus ;

- Les dossiers hospitaliers des patients précoces ou suspects, ainsi que leurs entretiens ou leurs contacts, depuis l'automne 2019 ;
- Les sites importants de prélèvement d'agents pathogènes, tels que [la mine de Mojiang](#) ;
- Le personnel actuel et passé, comme les employés des laboratoires en 2019 et les personnes présentes sur des sites de prélèvement spécifiques.
- Avoir un accès complet à tous les dossiers pertinents des laboratoires et institutions impliqués dans la recherche sur les coronavirus, y compris :
 - Les rapports sur l'environnement ;
 - Les rapports d'inspection ;
 - Les registres de maintenance ;
 - Les registres d'expérimentation des laboratoires ;
 - Les séquences brutes ;
 - Les registres des expéditions d'échantillons ;
 - Les registres de destruction d'échantillons ;
 - Les registres du personnel ;
 - Les rapports d'incidents ;
 - Les registres d'élevage d'animaux ;
 - Les registres des voyages d'échantillonnage, y compris [le voyage d'échantillonnage dans la mine de Mojiang en 2013](#) ;
 - Les registres des envois d'échantillonnage ;
 - [Les principales bases de données](#) sur les agents pathogènes, les échantillons et les isolats, y compris celles dont l'accès a été restreint.
- Avoir un accès complet à des données détaillées, de préférence de source directe et sous leur forme brute, et non à des données résumées. Ces données peuvent être rendues anonymes si nécessaire ; il ne devrait y avoir aucune raison légale d'en limiter l'accès.
- Avoir un accès complet aux échantillons du marché, aux échantillons environnementaux, aux échantillons hospitaliers et à tout échantillon potentiel, tel que les eaux usées et les banques de sang, avec la pleine autorisation d'effectuer un séquençage indépendant ou d'autres tests.
- Avoir un accès complet aux [dossiers des CDC](#) chinois et aux dossiers des hôpitaux et/ou cliniques concernant les premiers cas.
- Avoir un accès complet à d'autres bases de données chinoises décrivant des cas de pneumonie.
- Pouvoir mener des entretiens confidentiels, notamment avec les [premiers cas](#) et leurs proches, ainsi que le personnel passé et présent associé aux sites ou institutions d'intérêt, tels que les marchés, les hôpitaux, les sites d'échantillonnage et les laboratoires.
- Déployer une ligne de communication sécurisée permettant aux personnes de fournir des informations en toute confidentialité, où qu'elles se retrouvent, sans crainte de punition ou de représailles.

4. Conclusion et prochaines étapes

Nous reconnaissons qu'en tant qu'agence internationale dépendant de la collaboration de ses États membres, l'Organisation mondiale de la santé est limitée dans ce qu'elle peut réaliser

dans ce type d'enquête. Notre intention n'est pas d'affaiblir l'OMS, qui travaille dans des circonstances difficiles à un moment où les besoins mondiaux sont immenses.

Bien que l'enquête de l'équipe conjointe ait été une occasion importante pour la communauté internationale d'obtenir des informations limitées et très encadrées, elle s'est malheureusement révélée opaque et restrictive, compromettant grandement la validité scientifique de l'enquête.

Avec plus de deux millions de morts, cent millions de personnes infectées par la COVID-19 dans le monde, et une perturbation massive touchant certaines des populations les plus vulnérables de la planète, nous ne pouvons nous permettre une enquête sur les origines de la pandémie qui ne soit pas absolument approfondie et crédible. Si nous ne parvenons pas à examiner pleinement et courageusement les origines de cette pandémie, nous risquons de ne pas être préparés à une pandémie potentiellement plus grave à l'avenir.

Parce que nous pensons que le processus et les efforts de l'équipe conjointe à ce jour ne constituent pas une enquête approfondie, crédible et transparente, nous appelons la communauté internationale à mettre en place une structure et un processus en mesure de le faire.

Signataires

- [Colin D Butler](#), professeur honoraire, Centre national d'épidémiologie et de santé de la population, Université nationale australienne, Canberra, Australie (ORCID [0000-0002-2942-5294](#)).
- **Bruno Canard**, DR CNRS, virologue moléculaire, Université d'Aix Marseille, France, ([ORCID 0000-0003-4924-1991](#)).
- **Henri Cap**, PhD, zoologiste, Muséum d'histoire naturelle, Toulouse, France.
- **Y. A. Chan**, chercheuse postdoctorante, Broad Institute du MIT & Harvard, Cambridge, États-Unis (ORCID [0000-0002-0731-637X](#)).
- [Jean-Michel Claverie](#), Professeur émérite de médecine, virologue, Université d'Aix-Marseille, France, (ORCID [0000-0003-1424-0315](#)).
- [Fabien Colombo](#), doctorant, communication et sociologie des sciences, MICA, Université Bordeaux Montaigne, France.
- [Virginie Courtier](#), généticienne de l'évolution, Institut Jacques Monod, CNRS, France (ORCID [0000-0002-9297-9230](#)).
- **Francisco A. de Ribera**, Ingénieur industriel, MBA, MSc(Res), Data scientist, Madrid, Espagne (ORCID [0000-0003-4419-636X](#)).
- **Etienne Decroly**, DR CNRS, virologue moléculaire, Université d'Aix Marseille, France, (ORCID [0000-0002-6046-024X](#)).
- **Rodolphe de Maistre**, MSc ingénierie, MBA, ex auditeur IHEDN, France (ORCID [0000-0002-3433-2420](#)).
- **Gilles Demaneuf**, Ingénieur (ECP), Data Scientist à BNZ, Auckland, NZ, (ORCID : [0000-0001-7277-9533](#)) (**Co-Organisateur**).
- [Richard H. Ebright](#), professeur de chimie et de biologie chimique, Université Rutgers, États-Unis.

- **André Goffinet**, MD, PhD, professeur émérite, Université de Louvain Med Sch, Belgique.
- **François Graner**, biophysicien, directeur de recherche, CNRS et Université de Paris, France, (ORCID [0000-0002-4766-3579](https://orcid.org/0000-0002-4766-3579)).
- **José Halloy**, professeur de physique, biophysique et soutenabilité, Université de Paris, France, (ORCID [0000-0003-1555-2484](https://orcid.org/0000-0003-1555-2484)).
- **Milton Leitenberg**, associé de recherche principal, École des affaires publiques, Université du Maryland, États-Unis.
- **Filippa Lentzos**, maître de conférences en sciences et sécurité internationale, King's College London, Royaume-Uni (ORCID [0000-0001-6427-4025](https://orcid.org/0000-0001-6427-4025)).
- **Rosemary McFarlane**, PhD BVSc, Professeur adjoint de santé publique, Université de Canberra, Australie (ORCID [0000-0001-8859-3776](https://orcid.org/0000-0001-8859-3776)).
- **Jamie Metz**, Senior Fellow, Atlantic Council, USA (**Co-Organisateur**).
- **Dominique Morello**, biologiste, DR CNRS, Muséum d'histoire naturelle, Toulouse, France.
- **Nikolai Petrovsky**, professeur de médecine, Collège de médecine et de santé publique, Université Flinders, Australie.
- **Steven Quay**, MD, PhD, anciennement professeur titulaire, Département de pathologie, École de médecine de l'Université de Stanford, États-Unis (ORCID [0000-0002-0363-7651](https://orcid.org/0000-0002-0363-7651)).
- **Monali C. Rahalkar**, scientifique "D", Institut de recherche Agharkar, Pune, Inde.
- **Rossana Segreto**, PhD, Département de microbiologie, Université d'Innsbruck, Autriche (ORCID [0000-0002-2566-7042](https://orcid.org/0000-0002-2566-7042)).
- **Günter Theißen**, Dr. rer. nat., Professeur de génétique, Institut Matthias Schleiden, Université Friedrich Schiller d'Iéna, Allemagne, (ORCID [0000-0003-4854-8692](https://orcid.org/0000-0003-4854-8692)).
- **Jacques van Helden**, professeur de bioinformatique, Université d'Aix-Marseille, France, (ORCID [0000-0002-8799-8584](https://orcid.org/0000-0002-8799-8584)).